

## L'APRÈS-LULA

Que représente, pour le Brésil, la victoire de Dilma Rousseff aux élections d'octobre ? Elle signifie tout d'abord, bien entendu, la continuité du projet de Lula, c'est-à-dire une intégration sociale poussée – les statistiques indiquent que 50 millions de Brésiliens environ ont soit franchi le seuil de la misère soit été intégrés à une « classe C » (classe moyenne basse). Les uns commencent à manger mieux, les autres à s'acheter des biens de consommation durables tels qu'un réfrigérateur, un four à micro-ondes, ou même une voiture. C'est là une des clés de l'extraordinaire popularité, inédite dans notre histoire, de Lula alors que prennent fin ses huit années de présidence, la Constitution ne l'autorisant pas – et il n'a pas souhaité l'amender – à briguer un troisième mandat. Mais ce n'est pas que cela. Si le sort des plus pauvres s'est amélioré, les nantis n'ont pas eu à payer pour ce résultat. Il n'y a pas eu de redistribution de la richesse, si l'on entend par là un transfert de richesses ou de revenus des plus riches vers les pauvres. La croissance économique a permis de pourvoir aux besoins des uns sans toucher aux avantages des autres.

Deuxièmement, la popularité de Lula auprès du patronat est due à la fascination qu'il a exercée à travers son « pragmatisme ». Les patrons n'aimaient pas particulièrement José Serra mais, au moins, ils le connaissaient ; ils craignaient Dilma Rousseff parce que son passé de résistante à la dictature pourrait la mener à des mesures radicales, comme l'a souligné la presse d'opposition (presque tous les grands journaux). Cette crainte était cependant, à mon avis, très peu rationnelle puisqu'elle était, dans le cabinet de Lula, la ministre la plus proche des entreprises. Sa brouille avec Marina Silva, la ministre de l'environne-

Sampaio/Agencia Estado/SIPA

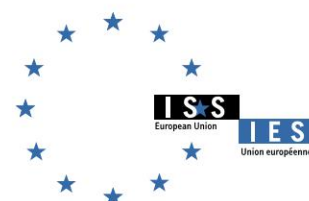


La présidente élue Dilma Rousseff avec le président sortant Luiz Inacio Lula da Silva après une réunion au Palácio do Planalto (Brasília), le 3 novembre 2010.

ment, laquelle a surpris tout le monde en obtenant 20% des voix au premier tour des présidentielles, est due précisément au fait que Marina s'opposait à des projets de développement qui intéressaient l'industrie et étaient soutenus par la présidente élue.

Dilma Rousseff réussira-t-elle à donner suite au projet Lula? Deux questions se posent. Si une stagnation économique se produit, ce sera difficile. Pour la continuité d'un projet d'inclusion sociale, ce sera plus facile si on ne touche pas au porte-monnaie – seulement aux préjugés – des nantis. Mais un autre fait doit également être pris en compte. Avec l'élection de Dilma Rousseff, une étape longue d'un quart de siècle semble toucher à sa fin. Les politiciens qui se sont disputé la présidence avec une chance de suc-

\* Renato Janine Ribeiro est professeur d'éthique et philosophie politique à l'Université de São Paulo.



cès depuis la restauration de la démocratie en 1985 étaient tous des hommes qui avaient commencé leur carrière politique du temps des militaires. Fernando Henrique Cardoso, José Serra, Lula s'étaient déjà soumis au vote populaire à cette époque. Dilma Rousseff, tout en ayant milité contre la dictature, ne s'était jamais présentée à une élection avant 2010. Toutes les conditions seront réunies pour qu'elle soit candidate en 2014, sauf, bien entendu, si elle ne le souhaite pas.

Or, au sein du Parti des travailleurs (PT), pour les élections de 2018, les premières où Dilma Rousseff ne pourra pas se présenter, les leaders les plus connus auront près de 70 ans. Le parti devra donc se renouveler. Pour le principal parti d'opposition, le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) de Cardoso, il semble que le candidat en 2014 sera l'ex-gouverneur du Minas Gerais, le sénateur élu Aécio Neves, petit-fils du président Tancredo Neves et âgé aujourd'hui de 50 ans. Serra, après avoir raté la présidence à deux reprises, aura quant à lui 72 ans lors des prochaines élections. Rien n'est impossible en politique, mais il semble que l'heure soit au renouveau. Du fait que la plupart des politiciens du PSDB, plus agressifs, ont été défaits aux élections (Serra lui-même, les sénateurs Tasso Geirassati et Artur Virgilio), un dialogue peut s'amorcer entre les deux principaux partis brésiliens. Le climat, très crispé lors de la campagne électorale, peut donc se détendre, ce qui pourrait contribuer à

l'approbation de certaines mesures importantes pour le pays, malgré les difficultés rencontrées pour parvenir à un consensus.

Somme toute, le premier quart de siècle de la démocratie brésilienne se termine très bien. La seule période précédente de démocratie – de 1945 à 1964 – avait été marquée par la guerre froide, l'interdiction du Parti communiste et la répression des mouvements populaires, aboutissant au coup d'État de 1964. Aujourd'hui, l'idée soit d'une intervention militaire dans la politique soit d'un soutien américain aux ennemis de la démocratie semble définitivement dépassée. Mais ces vingt-cinq années n'ont pas été faciles. Le président de la transition, Tancredo Neves, est mort sans avoir été investi dans ses fonctions. Son remplaçant, José Sarney, a eu pour principal mérite d'avoir conclu son mandat et d'avoir coexisté avec l'Assemblée constituante de 1987-1988. Son successeur, Fernando Collor, le premier à avoir été élu par le peuple, a été écarté du pouvoir – légalement – pour des actes de corruption. Avec Itamar Franco et surtout Cardoso, une stabilité monétaire, mais aussi politique, a finalement vu le jour. Et Lula a donné une forte dimension sociale à cette stabilité. Il semble que le Brésil, après avoir connu une *Bildungsroman*, soit maintenant à même de faire face à de nouveaux défis, dont celui du développement durable soutenu par la candidate Marina Rousseff. De nouveaux défis donc, avec de nouveaux leaders.

La responsabilité des opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la position de l'IESUE.